AU-DELÀ DU DÉVELOPPEMENT : QUAND LA COOPÉRATION INTERNATIONALE RENCONTRE L'ALTERMONDIALISME[1]

Dominique Caouette

Anne-Cécile Gallet

Timothé Nothias

À moins de cinq ans du terme fixé en 2000 lors du Sommet du millénaire, il est déjà établi que la plupart, sinon l'ensemble, des Objectifs du millénaire, ne seront pas atteints au moment de l'échéance de 2015. S'agit-il d'une grande et surprenante déception ou plutôt d'une nouvelle manifestation du mirage du développement et de sa mythologie moderniste et progressiste? Dans ce chapitre, nous optons sans hésitation pour la seconde possibilité. Le développement et l'idée sous-jacente d'une coopération internationale tirent leurs racines à la fois des écrits et des idées des philosophes des Lumières du XVIII^{e} et XIX^{e} siècles, mais aussi du contexte géopolitique de son émergence en tant que construction sémantique et institutionnelle spécifique. Tout dépassement de ce cul-de-sac et de cette mythologie moderne nécessite un double mouvement cognitif.

D'une part, une analyse des origines ainsi que de l'évolution tant des discours que des pratiques institutionnalisées du développement et de ses acolytes que sont l'aide internationale et la coopération. Et d'autre part, la possibilité de reconnaître à l'intérieur de la mouvance altermondialiste, diffuse, hétéroclite et hétérogène, les premiers signes d'une redéfinition de la conceptualisation de la coopération internationale qui pointe vers de

nouvelles solidarités horizontales, post-nationales et plurielles. Plutôt que d'avancer un programme d'action pour une renouvellement de la coopération, il est ici suggéré qu'une nouvelle réflexivité normative enracinée dans une praxis fondée sur une cohérence transnationale offre nombres d'avenues capables d'imaginer la coopération internationale tel un mouvement réciproque, syncrétique et partagé de solidarité citoyenne.

L'invention du développement[2]

Pendant longtemps, le développement a été défini comme l'ensemble des pratiques sociales dont la finalité était l'amélioration du bien être de la société, celle-ci liée de manière inhérente à la modernisation de l'Occident. C'est ainsi que qualifier l'idée de développement, empreinte d'ethnocentrisme occidental est un pléonasme : elle prend ses fondements dès les origines de la civilisation occidentale et se construit progressivement au fil des siècles. En effet, le développement, concept lié à l'imaginaire de la modernité, est intrinsèque à la société où cette modernité s'est en premier réalisée, à savoir l'Occident.

Suite à la période des Lumières qui consacre la domination de l'idéologie du progrès infini, l'apparition de la doctrine du développement prend véritablement corps aux XVIII^{e} et XIX^{e} siècles, dans une Europe en proie au désordre social, causé entre autres par l'urbanisation rapide, l'omniprésence de la pauvreté et la révolution industrielle naissante. Le processus de développement est alors dans un premier temps entendu comme une dynamique sociale interne devant permettre la réconciliation entre progrès et ordre, comme le théorise le groupe positiviste des Saint-simoniens. Le maintien de l'ordre social, généralement menacé en période de changements radicaux comme lors de la montée du capitalisme industriel, n'est pas assuré par le laisser-faire libéral préconisé par Smith, mais se réalise dans une

curatelle exercée par certains acteurs dévolus (*entrusted*) sur la société. Quelques décennies plus tard, List, à travers ses thèses sur le protectionnisme, introduit l'idée de l'intervention étatique pour télescoper le progrès à travers l'action directe et intentionnée de l'État. Au cours de ce processus, le développement, appréhendé comme le progrès s'impose alors non pas comme un moyen, mais une finalité. Il devient progressivement une pratique étatique volontaire et s'inscrit surtout dans un nouveau discours, celui du sous-développement.

Reposant sur une dialectique, la notion de développement appelle à une contrepartie, en l'occurrence le sous-développement. Dans une ère consacrant l'évolutionnisme social, c'est-à-dire la croyance de la supériorité occidentale sur les autres sociétés, la notion de curatelle est extrapolée à l'international, avec la construction d'un discours autour de l'idée de la fidéicommis (*trusteeship*) des pays développés, sur les pays dits « du Sud ». Ainsi, très rapidement, le développement vient occuper une place centrale dans l'étayement pour l'opinion publique d'une doctrine d'intervention basée sur une mission civilisatrice. Ceci vient présenter sous un joug philanthropique bien plus flatteur les visées économiques – obtenir de nouveaux débouchés ainsi que sources de matières premières – et politiques – compétition entre les grandes puissances – du colonialisme. Par ailleurs, ce moment colonial est aussi important parce qu'il voit, outre la construction du discours, les premières pratiques sous le couvert du développement. L'administration coloniale véhicule le modèle européen comme étant la voie « naturelle » vers le progrès et son projet est de promouvoir la « modernité » d'alors – positiviste – dans les colonies, à grand renfort d'expertise scientifique et technique.

Cependant, le développement, défini comme un « projet » naît véritablement au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en 1948, lorsque suite au discours du président Truman et son point IV sur l'assistance technique aux nations défavorisées, la moitié de la population de l'humanité se réveille littéralement « sous-développée ». Cette innovation terminologique va cependant au-delà de la simple transformation sémantique et inaugure une nouvelle ère dans la conception des rapports internationaux. Le paradigme nouveau du sous-développement analyse ce dernier comme un simple état de manque et forme embryonnaire du développement. Le développement prend alors un caractère transitif puisqu'il a désormais la possibilité de provoquer activement le changement vers une situation d'abondance, ce qui consacre l'idée de la curatelle. Offrir le salut aux populations sous-développées devient ainsi la seule et meilleure politique possible. Le projet de développement prend l'aspect non plus d'un internationalisme généreux mais d'une entreprise collective mondiale; et en résumant le développement à un ensemble de mesures techniques visant à la croissance de la production, toute considération politique est évacuée, ce qui contribue à sa légitimation normative et universelle.

Ce discours au nom du bien être de l'humanité sert alors les intérêts des États-Unis. L'invention du projet de développement s'inscrit en effet dans un cadre historique particulier. Le contexte est à l'heure de la fin du colonialisme, la réorganisation du système mondial au profit d'une hégémonie étasunienne, l'entrée dans la guerre froide – impératif d'entraver les avancées du communisme –, l'essor de l'industrialisation avec sa nécessité d'étendre le capitalisme pour maintenir les profits et enfin la foi en le progrès : la technologie s'impose comme véhicule des idéaux modernistes.

Les premières théories du développement

Le projet de développement émerge ainsi dans un contexte de montée en puissance de nouveaux pouvoirs mondiaux au sortir de la guerre, les États-Unis et l'Union Soviétique, avec pour but de légitimer un certain nombre de pratiques extraterritoriales dans les deux camps. Les deux blocs – capitalisme et socialisme – vont tous deux s'appuyer idéologiquement sur des théories antagonistes, le modernisme de Rostow pour l'Occident, le marxisme pour l'URSS. Ces deux blocs de théories seront utilisés principalement durant les années 1950 à 1970 avant d'être dépassés par d'autres courants, mais demeureront cependant fondamentaux dans les conceptions générales du développement. Aujourd'hui encore, le terme de développement est associé à la notion de modernité, entendue comme le progrès, amalgamé alors au phénomène d'industrialisation.

Ces deux approches antagonistes sont néanmoins regroupées au sein du même temps de théorisation du développement en ce qu'elles se rejoignent dans leur « méta interprétation » positiviste empreinte d'un structuralisme prononcé. Modernisation et dépendance sont des théories mono paradigmatiques. En effet, chez Rostow comme chez les marxistes et les dépendantistes cinq préoccupations conceptuelles sont communes[3]. Premièrement, les deux s'intéressent aux transformations sociales liées aux transformations économiques. Deuxièmement, la naturalité d'étapes de la croissance et du développement est consacrée, avec la même idée d'une trajectoire naturelle et téléologique dont il faut rectifier les déviances –obtenir la croissance économique et devenir moins dépendant de l'Occident. Le binôme modernité/tradition de Rostow trouve son équivalence dans la dichotomie centre/périphérie des dépendantistes. Troisièmement, les deux développent une philosophie de l'histoire avec une vision évolutionniste de cette dernière, qui admet une fin au terme de

ses différentes étapes, la société sans classes pour Marx et celle de consommation de masse pour Rostow. Quatrièmement, les deux théories admettent comme objectif ultime le développement des « forces productives », c'est-à-dire la modernisation et l'industrialisation. Enfin, elles s'inscrivent dans la continuité de l'histoire intellectuelle occidentale et n'apportent aucune rupture fondamentale avec la conception du développement qui s'est construite au cours des siècles précédents.

La théorie de la modernisation formulée par Rostow dans les années 1950 avance que le développement de n'importe quelle société adopte un schéma en cinq stades de croissance économique[4]. Au cours de ces étapes, la société traditionnelle peut ainsi aboutir à l'ère de la consommation de masse. Le succès que remporte cette approche s'explique par la conjoncture historique particulière dans laquelle elle émerge[5] : l'URSS est en avance dans la conquête spatiale et son idéologie séduit car elle apparaît comme un modèle viable. La thèse apparaît alors comme un contre discours défendant la consommation de masse, réifiant le mythe occidental de la croissance économique. Pour les pays du Nord sa théorie justifie la poursuite des politiques et pour les pays du Sud, elle perpétue l'espoir d'un avenir meilleur. Ces apports à la pratique du développement sont énormes à l'époque: Rostow est au capitalisme ce que Marx est au socialisme[6]. Sa théorie situe le rôle des économistes comme des acteurs centraux en proposant le développement comme une science économique, elle rend intelligible les défis du développement et enfin elle rationalise et organise l'idée d'une aide internationale au développement. Par contre, dès les années 1950, des voix dissonantes se font entendre. On critique, entres autres son universalisme et ethnocentrisme. Pour Dudley Seers, Rostow a théorisé à l'envers puisqu'il est parti d'un cas particulier, l'Occident, pour formuler une loi générale[7].

Ces quelques opposants, inquiets des conséquences d'une telle hégémonie ne peuvent vraiment arrêter le rouleau compresseur des promoteurs du développement modernisant. Ainsi, la pratique du développement s'institutionnalise et se professionnalise : la source du pouvoir et de la connaissance est placée dans l'expertise scientifique, en opposition au savoir traditionnel. Progressivement, un narratif se constitue sur le développement : des stratégies d'intervention (réformes dans de multiples domaines) se mettent en place avec des prescriptions traduisant la modernisation (industrialisation et urbanisation) et le projet se bâtit comme technocratique, puisque l'expert y occupe une place centrale.

Les approches contre-hégémoniques telles que l'école de la dépendance ou du système monde s'érigent en réaction à la théorie de la modernisation, l'establishment international de l'époque, qui reflète largement les visées de la politique étrangère américaine. Les postulats généraux en sont que le développement tel que mené au travers de la théorie de la modernisation, loin de mener à l'autonomisation du Sud en lui garantissant la prospérité, exerce sur lui en réalité des effets de domination en l'enfermant dans une dépendance structurelle. Le système international est analysé comme déformé par l'époque de la domination coloniale pour répondre aux besoins européens, laissant les pays du Sud structurellement dépendant, même après leur indépendance. La théorie de la modernisation est perçue comme perpétuant le sous-développement[8].

Une stratégie alternative de développement est mise de l'avant, celle de la déconnexion *(delinking*), c'est-à-dire le détachement des pays du Sud du système international par la révolution socialiste, afin de s'orienter vers un modèle de développement endogène. Ces

théories, malgré leur aspect mono paradigmatique partagé avec le modernisme, demeurent néanmoins les premiers signes vers l'essor de théories critiques.

L'ère avortée du réformisme[9]

Les théories de la dépendance ont suscité beaucoup d'enthousiasme et ont ouvert la voie à un contexte de contestation du discours de la modernisation sans bornes. Le foisonnement de mouvements sociaux dominés par des revendications pacifistes et écologiques, dont Mai 1968 en représente l'apogée. Parallèlement, les victoires remportées par des mouvements révolutionnaires, que ce soit la décolonisation portugaise, la révolution culturelle chinoise ou la défaite américaine au Vietnam montrent que le combat contre l'ordre établi est susceptible d'être gagné.

Ainsi naît un climat de contestation de l'hégémonie occidentale. Cette remise en cause manifeste toute sa puissance dans la création de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) qui, après la crise pétrolière de 1973, témoigne d'une nouvelle force collective de négociation, émanant pour la première fois du Sud, capable désormais d'ébranler les économies occidentales. Ce renouveau prend aussi ses racines dans une série d'évènements s'enchaînant depuis la décolonisation. En effet, outre le contexte d'optimisme qui prévaut dans les années 1960-1970, le mouvement des pays non alignés en 1961 qui se renouvelle en Groupe des 77 ainsi que la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) deviennent les tribunes d'expression privilégiées des pays du Sud. Elles consacrent le rôle de l'Organisation des Nations unies (ONU) dans l'avènement d'un ordre nouveau : le multilatéralisme plutôt que

l'unilatéralisme des États-Unis. Le premier pas significatif est incarné par la Charte d'Alger de 1967 qui liste l'ensemble des doléances des pays en développement.

C'est au sein de cette même organisation, en 1974, que le tiers-mondisme dépasse son côté intellectuel d'opposition pour se concrétiser dans une version réformiste qui propose la mise en place d'un Nouvel ordre économique international (NOEI) qui veut sauver le développement. Les revendications des résolutions qui constituent le NOEI se construisent autour de trois axes. Les pays du Sud aspirent tout d'abord à réformer le système commercial mondial. A cette fin, ils demandent que les prix des matières premières soient stabilisés, que des transferts de technologies s'opèrent et que le système favorise les cultures d'exportations des pays en développement. Ensuite, mention est faite d'une réforme du système financier qui impliquerait entre autres, d'augmenter l'aide internationale et la mise en place de nouvelles institutions internationales. Enfin, le Groupe des 77 exhortent les pays riches à leur offrir davantage de pouvoir au sein des institutions internationales.

L'activisme en faveur du NOEI atteint son apogée en 1975 (Conférence de Lima, Convention de Lomé) et se poursuit jusqu'en 1979 avec l'adoption par l'ONU d'une résolution en faveur de négociations sur l'avenir de l'économie mondiale. Néanmoins, les grands appels des pays du Sud restent lettres mortes lorsque le contexte s'assombrit en raison de la Guerre froide et d'un ralentissement de la croissance résultant en une réduction de l'aide internationale.

Outre sa conjoncture historique particulière, le NOEI comportait déjà les causes de son échec en lui-même. La domination de l'OPEP avait fractionné les intérêts du Sud et célébré les pétrodollars, prémisses de la crise de la dette. De surcroît, le NOEI abritait quelques contradictions, rendant par exemple impossible le renforcement simultané de la coopération internationale et de la souveraineté nationale. Au final, le NOEI n'apporte aucun changement structurel et se contente plutôt de réifier le mythe du développement, instrumentalisé par les élites du Sud. Plus loin encore, alors que le NOEI occupe le devant de la scène, une série de rapports se succèdent : le rapport « What Now » de Hammarskjöld, le rapport Nord-Sud de Brandt ou encore l'approche des besoins essentiels de McNamara. Ces rapports et approches ont en commun le désir d'identifier et de dépasser les ratés des deux premières décennies du développement. Avec l'approche sur les besoins essentiels, il n'est plus tant question d'augmenter le revenu que de combler les besoins essentiels des populations pauvres. Toutefois elle est vite confrontée à un certain nombre d'impasses puisque la définition des besoins essentiels souffre d'une certaine naïveté et ethnocentrisme, par exemple, la possibilité de pouvoir identifier et de mesurer de manière universelle, l'apport calorifique et nutritif nécessaire à chaque être humain, peu importe le contexte culturel, géographique et historique.

Du développement à la mondialisation[10]

L'échec du NOEI ouvre la voie au début des années 1980 à une lutte inter-paradigmatique autour du développement et de la question des pratiques de coopération internationale. Alors que le développement alternatif prône une approche par le bas (« grassroots ») et que la nouvelle économie politique internationale théorise le système-monde, la division internationale du travail ou encore l'État rentier, la contre-révolution néolibérale, menée par

les États-Unis, le Royaume-Uni et les institutions internationales s'impose de façon hégémonique. Ce triomphe n'est pas advenu par hasard. En effet, plusieurs facteurs se renforçant mutuellement, concourent à l'échec du NOEI et ouvrent la voie au néolibéralisme, rendant ce choix presque évident voire inévitable.

La mondialisation financière, engagée depuis l'époque coloniale, s'est accélérée depuis le milieu des années 1970 et mène à une financiarisation de l'aide internationale, l'éclosion de la crise de la dette ainsi qu'à une restructuration des États. Cette mondialisation financière se caractérise par l'émergence d'un système bancaire mondial, servi par le foisonnement de banques transnationales, nourries d'eurodollars et par un afflux de capitaux offshore. De plus, la fin du système de Bretton Woods en 1971 suspend la convertibilité du dollar en or, laissant flotter cette monnaie qui, de facto s'impose comme la devise internationale d'échange.

Ainsi, une partie de l'aide internationale est petit à petit convertie en emprunts auprès des banques dont les liquidités sont abondantes depuis la crise pétrolière de 1973. La dette des pays du Sud envers les établissements financiers atteint soixante pourcents de l'endettement total mondial en 1980 et marque l'échec du NOEI qui insistait sur la coopération interétatique pour le financement du développement et de nouveaux termes pour les échanges commerciaux entre le Nord et le Sud. Cette dette devient une crise dans les pays en développement lorsqu'au début des années 1980, les politiques monétaristes de Friedman s'imposent comme unique solution d'assainissement des finances publiques face à des déficits publics mirobolants. Le Mexique est le premier à se déclarer en faillite en

1982 initiant une vraie déconfiture en Amérique latine, puis en Afrique. Face à cette crise, les États perdent de leur autonomie au profit des organisations internationales.

Les institutions internationales, soutenues par les États-unis et conscientes de la réussite des nouveaux pays industrialisés asiatiques relancent le projet de développement comme un objectif d'insertion sur les marchés mondialisés. Le marché et le libre-échange se présentent désormais comme les clés de voûte du développement. Ce programme de modernisation est géré par de nouveaux technocrates sans frontières qui créent une gestion financière mondialisée. Il est concrétisé dans les pays en développement par les plans d'ajustements structurels qui prônent une austérité, un retrait de l'État et une dérégulation de l'économie visant à une meilleure participation au commerce international.

Cette conception du développement devient hégémonique durant les années Reagan et la théorisation de cette pratique est défendue et intellectualisée par l'école de Chicago, qui remet en cause le New Deal et le fordisme en prônant la dérégulation, la libéralisation et la privatisation, les préceptes qui forment le Consensus de Washington. Ce nouveau paradigme idéologique développe des conceptions de court terme qui tournent autour d'un retrait de l'État, d'une faible régulation, de taxes et de salaires minimaux. Ainsi, l'accent est mis sur les politiques de dérégulation qui se traduisent par des privatisations et une libéralisation, sur la marchandisation du monde, ainsi que sur la financiarisation menée par Wall Street. Ce modèle s'enracine petit à petit dans un contexte premièrement de guerre froide pendant laquelle le mythe de la liberté est érigé comme nouvelle religion ainsi que secondement de crises extérieures qui justifient ces prescriptions économiques. En somme,

le projet de développement change de visage au profit du libre marché et s'axe autour de l'insertion marquée dans la mondialisation comme voie d'avenir.

L'impasse du développement[11]

Le triomphe de la doctrine autour de la synergie marché - mondialisation dans l'establishment de la pratique de la coopération internationale n'occulte cependant pas la volonté entamée lors des luttes inter-paradigmatiques de penser une autre forme de développement. De nombreux courants intellectuels critiques fleurissent à partir de la fin des années 1980, surtout pendant la décennie suivante plaçant cette période sous le signe du questionnement et de l'éclectisme. D'essence constructiviste, ces approches remettent en question les perspectives structuralistes positivistes et critiquent essentiellement les notions de progrès linéaire et modernisation qui prévalent dans la théorie et la pratique du développement. Elles cherchent à concevoir un développement davantage équitable, inclusif et durable.

Dans la lignée du développement alternatif qui avait préconisé un autre développement dans les années 1980, les approches constructivistes poststructuralistes telles que l'anti-développement, l'au-delà du développement et le post développement soutiennent que le développement est dans une impasse. L'accent est mis sur le pouvoir des discours et des idées pour façonner la réalité, ou comment le projet de développement s'est construit et vient répondre aux intérêts occidentaux. De plus, pour ces perspectives critiques, la mondialisation représente une radicalisation du projet de la modernité. Ces courants viennent critiquer l'approche par le haut (*top-down*) et le rôle donné aux experts, aux « professionnels » du développement, et privilégient plutôt des pistes de recherches pour un

développement interactif, non-directif, participatif et local (*grassroots participation* et *bottom-up strategy*). Autres approches constructivistes, celles post-modernistes et postcoloniales viennent, quant à elles, mettre l'accent sur le postnationalisme identitaire : les cultures sont mixtes et mondialisées, soumises à une dynamique de syncrétisme et d'hybridité.

L'approche de *l'après post-développement* s'érige en perspective critique des courants constructivistes[12]. Elle met de l'avant quatre points. Premièrement, elle avance que les constructivistes prennent racine dans le contexte de la décennie perdue, ce qui explique la radicalité de leur réaction et notamment leur réfractivité à l'autorité. Mais de par ce fait, ils pêchent par excès de zèle et mettent de côté l'importance de la gestion. Deuxièmement, les différentes approches énumérées ci-dessus sont davantage un programme de recherche discursif (déconstruction des prémisses ontologiques du projet de développement) et de résistance, qu'une praxis émancipatrice. Ces perspectives manquent encore d'études empiriques et de bilans sur le terrain. Troisièmement, la critique de la modernité, ou du scientisme, est basée sur un mélange des genres et traduit parfois une vision romantique du passé précolonial. Enfin, quatrièmement, une simplification à outrance et trop dichotomique aboutit à une tendance réductionniste plus rhétorique que logique. Le développement est amalgamé à l'occidentalisation, ce qui est tautologique.

Ces courants de réflexion, aux approches trop critiques et radicales, trouvent cependant peu d'écho dans les doctrines au sein des institutions internationales de pratique du développement. Celles-ci, en proie à leurs propres tourments, essaient de renouveler la problématique, sans arriver à une véritable nouvelle approche comme en témoignent les

travaux de la Commission Sud. Le résultat est la prééminence de bons sentiments sans véritable innovation conceptuelle. À la division Nord-Sud entre pays pauvres et pays riches, les années 2000 voient apparaître deux nouveaux paradigmes[13]. Celui dit de Bretton Woods, véhiculé par les institutions telles que le FMI, la Banque Mondiale et l'OMC, reprend les conceptions du Consensus de Washington. En vertu de quoi, éradiquer la pauvreté s'effectue par le « développement » du marché : l'intégration économique des États dans la mondialisation. Celui dit des Nations-Unies, regroupant les institutions affiliées à l'ONU, voit la pauvreté mondialisée, en raison d'une mondialisation à double vitesse avec l'expansion des richesses économiques mais aussi une intensification des inégalités. Les approches se centrent sur l'individu, et le combat contre la pauvreté par le « développement » humain passe par la lutte mondiale contre l'exclusion sociale. Sans qu'aucun de ces paradigmes n'arrive cependant dans ses pratiques à enrayer la montée de la pauvreté. Trop faiblement renouvelée, la pratique du développement est elle aussi dans l'impasse.

DE L'AIDE INTERNATIONALE À L'ALTERMONDIALISME

Le carrefour de la coopération

Cinq décennies de pratique du « développement » amènent un bilan mitigé. L'inefficacité du régime de l'aide internationale au développement se fait crûment sentir. Cette inefficacité peut s'attribuer entre autres au manque de cohésion des politiques des pays développés, où les gains de l'aide sont souvent annulés par d'autres politiques internationales néfastes telles les subventions agricoles à l'exportation. De plus, la *praxis*

du développement dans le cadre de la coopération internationale, réalisée en fonction des valeurs et des intérêts des pays développés, est elle aussi lourdement questionnable. Au-delà de l'ethnocentrisme des modèles prônés, on pointera principalement comme cause conceptuelle de l'échec une essentialisation du tiers-monde par une approche de ce dernier comme un tout homogène, essentialisme alimenté par une domination des conceptions scientifiques modernistes[14]. La prégnance du mythe du progrès naturel inéluctable et universel dans les discours sur le développement contribue en effet de façon non négligeable à son impasse et échec. La dictature du progrès et de la science a mené à la sacralisation du rôle de l'expert technocratique, aujourd'hui incarné dans le consultant sans-frontière et a conduit à une pratique directive et managériale du développement.

Un momentum particulier se dégage cependant dans l'ère du temps depuis les années 2000 pour un renouveau en profondeur de l'approche du développement. Le paysage international est effectivement en proie à de grandes mutations à de multiples niveaux. Le concept de développement est d'autant plus questionné que l'ère des grandes métathéories sur le développement est terminée. Les analyses structurelles hégémoniques du sous-développement comme un manque (moderniste) ou comme un blocage (marxiste) sont dépassées sans pour autant être remplacées par des théories de taille équivalente. Aujourd'hui, les approches partielles et non-totalisantes mettent l'accent sur la nécessité de dépasser la notion même de développement. Un message réapproprié puisqu'il n'est désormais plus question du développement pour lui-même, mais davantage, de saisir sa multi-dimensionnalité politique, économique, sociale, et environnementale. Ainsi, les courants en vogue depuis la fin des années 1990 mettent l'accent sur l'impasse du développement et la nécessité de dépasser la notion. Le questionnement du développement

s’amplifie non plus de manière singulière et causale, c’est-à-dire dans un sens unidirectionnel, mais de façon plurielle et interactive : pluralité des acteurs, synergie entre les processus sociaux, économiques et politiques, et partage des réflexions militantes au Nord comme au Sud. Ensuite, le système capitaliste se fissure et les institutions telles que la Banque mondiale, le FMI et l’OMC voient leur légitimité sans cesse davantage décriée et remise en cause.

L’attention et les questionnements se concentrent sur les liens entre réduction de la pauvreté et l’expansion géographique ainsi que l’intensification de la mondialisation économique. Le phénomène de marchandisation progresse mais génère de plus en plus d’hostilité de la part des populations marginalisées qui décrient haut et fort les promesses illusoires offertes par le néolibéralisme. Cette fissuration s’accélère d’autant plus face à son incapacité à solutionner autrement que par l’illusion technologique (*techno fix*) les problèmes écologiques sans précédent auxquels fait face la Terre. La surexploitation des ressources naturelles ainsi que le spectre des changements climatiques appellent à de véritables renouveaux conceptuels. La géopolitique mute rapidement avec la montée de nouvelles puissances économiques. Alors que la mondialisation économique atteint une intensité d’un niveau inégalé dans l’histoire de l’humanité, la compression de l’espace-temps grâce aux nouveaux moyens de communication favorise l’émancipation et montée en puissance d’une multitude d’acteurs non-étatiques, capables d’agir au-delà et à travers les frontières. Aujourd’hui, il existe une pluralité croissante d’acteurs qui prennent part aux projets alternatifs, en s’articulant aux échelles locales, nationales et internationales.

Dans cette période aux enjeux exacerbés, la *praxis* de la coopération internationale se trouve ainsi à un véritable carrefour, dont on dégage deux grandes tendances. Celle de l'establishment, dite des écoles gestionnaires, s'appuie fondamentalement sur les idées libérales et modernistes. L'accent est mis sur la formation d'experts spécialisés afin d'améliorer la gestion de l'aide et des situations d'urgence, le développement étant alors de nouveau ramené à une compétence technique davantage qu'une problématique civilisationnelle. Il n'est plus tant question du développement pour lui-même que son inscription dans une approche et un contexte plus large. L'accent est ainsi mis sur la réduction de la pauvreté au travers de la mondialisation. La seconde se situe dans la construction d'un contre discours marqué par une ontologie post positiviste et une épistémologie constructiviste. Ce contre-discours s'incarne dans un vaste éventail de courants de pensée et de mouvements sociaux que l'on peut regrouper sous l'appellation altermondialisme. Au sein de cette mouvance altermondialiste de nouvelles perspectives sont en gestation. Celles-ci offrent la possibilité de concevoir et de repenser la coopération internationale d'entrer dans une nouvelle ère.

L'altermondialisme, des réflexions en mouvement

L'altermondialisme s'est développé comme un nouveau champ de connaissances des relations internationales dont les contours restent très flous, mouvants et ondoyants. Défini par Dupuis-Déri comme « une convergence de mouvements sociaux et d'acteurs politiques (intellectuels, ONG, partis politiques) qui se reconnaissent mutuellement comme victimes et adversaires du néolibéralisme et du capitalisme, national ou mondialisé »[15], l'altermondialisme montre qu'il devient de plus en plus urgent de briser certaines frontières

épistémologiques qui ont marqué l'étude des relations internationales et de la politique comparée.

L'altermondialisme reste avant tout un contre-discours. En effet, face au discours sur la mondialisation, particulièrement celui émanant des tenants de l'extension des marchés et des défendeurs de normes libérales individuelles, on assiste en parallèle à la montée d'un contre-discours et de pratiques sociales autres, dites alternatives[16]. Pour certains, on peut y voir ce que Karl Polanyi désignait de double mouvement, un mouvement de résistance qui forcerait la mise en place de mécanismes d'ajustement et de mesures sociales pour limiter les abus et les excès d'un hyper-libéralisme exclusif[17]. L'altermondialisation serait alors le contre-mouvement qui permettrait de donner un visage humain ou du moins assurerait la pérennité de la mondialisation des marchés et de l'économie[18].

D'autres voient plutôt en l'altermondialisation une vision tout autre de la mondialisation, fondée sur l'idée de multitudes, de pluralités et de diversités[19]. Encore plus difficile à définir que la mondialisation, l'autre mondialisation serait une mouvance sociale beaucoup moins bien définie, d'où le recours à différentes terminologies souvent inspirantes, mais difficiles à saisir ou à opérationnaliser : constellation d'oppositions, multitudes, ou encore résistance intergalactique, pour reprendre l'expression des Zapatistes. Encore en gestation et profondément horizontaliste (par opposition au verticalisme de l'organisation des grands conglomérats ou des partis et organisations associés à la gauche marxiste), l'altermondialisation reste définie par ses pratiques (actions directes et concrètes) plutôt que par des axes organisationnels et un programme politique précis. Cette dispersion et cette imprécision expliquent tout autant la fascination de plus en plus grande non seulement des

militants de toute sorte qui s'en réclament mais aussi des politologues, sociologues, philosophes et même des économistes qui tentent d'en comprendre ses contours et ses pratiques.

La construction d'une théorie autour de l'altermondialisation demeure ainsi alambiquée et il reste même compliqué d'en déterminer le champ d'études. Nous pouvons toutefois articuler quelques réflexions qui, comme l'altermondialisme, sont aujourd'hui en mouvement continu et entrent dans le vaste domaine de l'analyse politique. Selon Thomas Risse, il s'agit de permettre la rencontre de deux grands terrains d'analyse, soit la sociologie politique et l'étude des relations internationales[20]. La rencontre de ces deux agendas de recherche a remis à l'ordre du jour l'importance de comprendre et d'expliquer le rôle des acteurs non-étatiques et la place déterminante des normes et des idées au sein des relations internationales, deux dimensions centrales de l'altermondialisme.

Il est en effet nécessaire, pour comprendre les dynamiques de l'altermondialisme, de dépasser l'analyse stato-centrée, chère à l'étude des relations internationales, et de retenir le rôle privilégié joué par les acteurs transnationaux, qu'ils soient des individus, des organisations internationales ou des organisations non-gouvernementales internationales, afin d'apporter une compréhension du monde nuancée et plus proche de la réalité. La mondialisation a généré des conflits transnationaux (crise financière internationale, changements climatiques, crise alimentaire, par exemple), d'où l'émergence de réseaux transnationaux, renforcée par la compression du temps permise par la mondialisation. Tous ces acteurs se nourrissent de l'ouverture d'un espace politique transnational qui émerge et se construit depuis une quinzaine d'année. Selon Robert O'Brien, la montée de

mouvements transnationaux peut être associée aux mutations de l'ordre international qui, ayant conduit à une phase de « multilatéralisme complexe », ouvre l'espace à la voix de la militance transnationale[21]. Il note que ce nouveau phénomène dans les relations internationales s'exprime de manière conflictuelle car, d'un côté les institutions au pouvoir cherchent à maintenir l'ordre en place alors que les mouvements altermondialistes ambitionnent de l'altérer. Ce courant s'inscrit dans ce que Held nomme « démocratie cosmopolite »[22], concept qui met en lumière le désir des militants de se préoccuper de problématiques reliées à des régions proches ou éloignées et à l'ordre mondial en général.

La multiplication des appartenances et des loyautés subjectives reste plus envisageable que la naissance d'une citoyenneté mondiale qui serait une simple transposition du système national au niveau international. Selon James Rosenau, cet écartèlement de l'analyse statocentrique peut être illustré par l'idée de la « fragmégration »[23], néologisme voulant qu'il faille maintenant tenir compte dans nos analyses à la fois des processus de fragmentation et des processus globaux d'intégration (économique, politique, culturelle, etc.) qui au final nous mènent à une certaine « glocalisation ». C'est à l'intérieur de ce processus dialectique que l'on peut voir émerger les avenues les plus prometteuses pour une compréhension à la fois originale et explicative de la mondialisation et de l'altermondialisation, mais aussi d'un renouvèlement de l'appréhension et de la pratique de la coopération internationale.

Même si la date de naissance « officielle » de la montée de la mouvance altermondialiste, figurée par les acteurs transnationaux est souvent associée aux résistances en marge du Sommet de Seattle, en 1999, sa gestation a duré de longues années, voire de longues

décennies selon certains, depuis l'apparition de crises pétrolières et économiques à répétition dans les années 1970. Dès les années 1980, avec la mise en place des programmes d'ajustement structurel et la prise en charge de la gestion macroéconomique étatique par le FMI et la Banque mondiale, on commence à percevoir un tournant dans les pratiques et le discours de la solidarité internationale. Cinquante-six émeutes anti-FMI ont été relevées entre 1985 et 1992. Se dessinent alors quelques grandes caractéristiques des pratiques et du discours altermondialistes : l'insistance sur l'inclusion, l'équité, la participation et la dissidence directe dans la rue et non plus à travers des partis politiques ou institutions étatiques[24]. Le soulèvement zapatiste de janvier 1994 et son appel à une résistance transcontinentale au néolibéralisme global revêtent aussi une importance particulière. La création du mouvement La Via Campesina en 1996 marque également une étape clé de la construction d'un espace politique transnational. Par la suite, les forums et les rassemblements parallèles aux rencontres de l'Organisation mondiale du commerce sont devenus des moments privilégiés d'expression de la dissidence. D'abord à Genève en 1998 puis l'année suivante lors de la « bataille de Seattle », une multitude d'acteurs de la société civile se sont rencontrés et ont manifesté. Les rencontres ministérielles qui ont suivi (Doha 2001, Cancun 2003, et Hong Kong en 2005), les sommets du G-8, les réunions du FMI et de la Banque mondiale sont ainsi devenus des occasions importantes pour les mouvements sociaux transnationaux de se rassembler et d'agir collectivement en vue de protester contre des modes de décisions jugés non démocratiques et exclusifs. Ainsi, la montée d'une nouvelle mouvance citoyenne devient une réalité visible et tangible, d'où la nécessité de développer significativement un champ des études transnationales au sein des relations internationales et de la sociologie politique.

Sur le plan théorique, l'étude de l'altermondialisme emprunte essentiellement au constructivisme et aux analyses post-positivistes[25]. Le constructivisme semble être le paradigme privilégié en particulier pour l'étude de l'altermondialisme[26]. D'une part, son insistance sur le rôle de l'intersubjectivité, c'est-à-dire l'importance de la co-constitution de la réalité comme produit de l'interaction sociale semble particulièrement pertinente pour saisir la mise en place du discours altermondialiste sur la mondialisation. D'autre part, le constructivisme permet de comprendre toute une série de pratiques alternatives et de normes comme composantes de ce mouvement multiforme, pluriel et éclaté. Que ce soit le rôle grandissant des normes internationales, des idées telles la justice sociale, le commerce équitable ou encore le développement durable, l'écologie, la simplicité volontaire, la décroissance, force est de reconnaître qu'il s'agit là de constructions discursives et narratives.

Diversité, horizontalité, inclusion et autonomie

L'altermondialisme s'apparente davantage à une mouvance qu'à un mouvement. Loin d'être un acteur structuré et centralisé, ou courant unifié capable demain de gouverner le monde différemment, l'altermondialisme se constitue d'un ensemble pluriel et éclectique. Dans ce paysage haut en couleurs parfois chaotique, le désordre bariolé fait ressortir une des composantes majeures de la richesse de l'humanité : sa diversité. Parce que tout le monde est accepté, personne n'est exclu, ce qui crée une unité. La diversité devient source d'unité. La subtilité de la devise du Forum Social Mondial (FSM), « Un autre monde est possible », réside dans le fait qu'elle ne prône pas de prime abord un monde meilleur, mais invite à la réflexion sur la multitude d'options qui sont envisageables[27]. La mouvance s'applique ainsi à démontrer dans son hétérogénéité que différentes solutions sont

envisageables; et qu'être altermondialiste aujourd'hui n'est pas exiger le remplacement d'une pensée unique par une autre. Une réponse au « *There is no alternative* » (Il n'y a pas d'alternative - expression du Premier ministre britannique Margaret Tchatcher) martelé durant les années 1980 pour justifier le libéralisme. En effet, dans la vision néo-libérale, suite à la chute du communisme au début des années 1990 il n'y a plus qu'un seul modèle de société possible. Au contraire, dans la vision altermondialiste, le système néo-libéral n'est pas viable et l'on prône la construction d'alternatives multiples qui pourraient s'illustrer par un arc-en-ciel. De ces alternatives multiples émerge toutefois un corpus de valeurs communes, une convergence qui tend à renforcer l'idée d'unité dans la diversité.

Le premier appel des altermondialistes reste celui de la remobilisation politique et citoyenne pour résister et proposer[28]. Cette prise de conscience doit refléter une nouvelle culture politique qui, loin d'être révolutionnaire, pourrait juste d'une part, se rapprocher des grands principes démocratiques dont, selon certains, les pays traditionnellement démocratiques se sont éloignés pour se rapprocher d'une oligarchie, et d'autre part, intégrer un processus de décision plus horizontal. Les nouvelles stratégies visent les capacités d'action du citoyen et de la société civile en tant que moteur d'innovation. L'inclusion et la participation politique sont donc au centre des préoccupations des altermondialistes.

L'altermondialisme prône en outre le respect de la nature et l'avènement d'un humble équilibre entre l'activité humaine et l'environnement[29]. Selon cette même logique, le contrôle des biens publics naturels doit d'opérer par la communauté et ne pas être laissé au libre marché. Par ailleurs, l'autonomie prime sur la dépendance donc l'aide au développement est sérieusement remise en cause. L'accent est ici placé sur l'autosuffisance

qui n'est pas synonyme d'autarcie, mais qui pointe plutôt vers un développement local et non-directif. Ceci implique alors que la coopération internationale se réorganise autour de collaborations et de solidarités. Ces diverses nouvelles formes de coopération permettent de prendre en compte la diversité culturelle, louée au sein des mouvements altermondialistes et vue comme une richesse.

Enfin, une dernière valeur commune se retrouve dans la volonté d'agir dans l'alternatif[30]. Le FSM, en tant que sphère public alternative, est une illustration de cette dynamique. Cet objet social encore diffus et qui résiste aux cadres d'analyses traditionnels est un espace ouvert, horizontal et démocratique de réflexion et réseautage. Plus qu'une dynamique de contre-sommet, mais moins qu'un processus de table ronde de la part de la mouvance altermondialiste, les forums sociaux sont une plateforme ouverte d'échanges en tout genre.

Repenser la coopération internationale

Ainsi, la mouvance altermondialiste se réunit dans le fond autour de ce corpus de valeurs et de normes partagées, mais, dans la forme la réalité reste souvent complexe et hybride. En dépit de cette unité de valeurs, les solutions proposées demeurent hétérogènes. Il est possible d'identifier de manière schématique, trois tendances.

Les étatistes représentés, entre autres, par Martin Khor de Third World Network, un réseau altermondialiste, mettent l'accent sur l'importance d'une intégration croissante mais plus équitable dans la mondialisation[31]. Ainsi, ils souhaitent construire une mondialisation à visage humain. Ils prônent une révision des relations interétatiques qui passe par exemple par une réforme et une démocratisation de la prise de décision au sein des organisations

internationales ou une annulation de la dette des pays en développement. Ils réclament également un meilleur accès aux marchés internationaux, c'est-à-dire la fin du protectionnisme déguisé de la part des pays riches.

Les réformistes soutiennent l'approche de la *deglobalization* entreprise par Walden Bello et qui se propose de répondre au défi d'imaginer une alternative à la mondialisation dominante[32]. Il analyse qu'au-delà de la réforme ou de la déconstruction, il faut couper avec le modèle dominant et reconstruire une nouvelle gouvernance mondiale, sur une base propositionnelle : l'intervention doit être simultanée sur plusieurs niveaux (local et global), les économies nationales doivent être déglobalisées et le système des institutions internationales doit être modifié. Il prône en effet tout d'abord un désengagement des économies nationales basé sur un engagement sélectif dans le commerce international ainsi qu'une subordination de l'économie au politique, et préconise une gouvernance mondiale alternative fondée sur une déconcentration et décentralisation du pouvoir institutionnel au profit d'un système pluraliste et flexible.

Enfin, les radicaux regroupent de nombreux groupuscules qui restent souvent plus anti- que altermondialistes[33]. Privilégiant une multitude de formes d'action, y compris la violence et les actions spectaculaires, ce courant est celui qui a le plus de visibilité. Ironiquement, ce courant contribue sans le vouloir à discréditer l'altermondialisme que beaucoup voient comme une utopie défendue par des anarchistes et des casseurs. Il s'agit d'une double ironie car ces altermondialistes sont souvent ceux et celles à la recherche d'une plus grande cohérence. Ainsi, plusieurs organisent leur vie dans des camps autogérés et insistent sur un mode de vie au quotidien qui reflète les valeurs défendues, d'autonomie, d'autogestion et

de démocratie directe. Malheureusement, les médias dominants souvent simplistes et sensationnalistes, plutôt qu'analytiques, exacerbent ce paradoxe : leur conduite offre une certaine visibilité à l'altermondialisme mais d'un autre côté, elle peut aider les néolibéraux à asseoir l'ordre établi en délégitimant leur action.

Deux autres approches remettant en cause le néolibéralisme dominant se dégagent également, sans pour autant se revendiquer altermondialistes. Tout d'abord, ce que Ramo a nommé « Consensus de Beijing (Pékin) »[34] et qui désigne la politique de développement prônée par la Chine, met l'accent sur les réformes structurelles et la discipline collective en tant que conditions *sine qua none* à la réussite économique, au détriment des libertés civiques et politiques. L'innovation est une valeur encouragée, de même que l'indépendance vis-à-vis des pays de l'Occident et de leur aide conditionnée. L'auto-détermination permise par ce développement permet de contrebalancer le pouvoir hégémonique.

Ensuite, le Consensus du Sud, tire ses sources des modèles asiatiques et de l'approche néo-structurelle. La stratégie nationale doit comprendre des politiques macro-économiques de croissance avec des politiques fiscales qui visent à réduire l'inflation et les déficits ainsi que s'orienter vers l'offre à travers des politiques de développement des capacités, des investissements. La croissance économique est atteinte de manière optimale à travers l'interaction stratégique entre l'économie nationale et l'engagement international, c'est-à-dire que par exemple la libéralisation doit se faire graduellement. L'appareil bureaucratique, très efficace collabore avec les milieux d'affaires pour planifier, dans une certaine mesure, l'économie. En outre, le gouvernement conserve sa légitimité grâce à la

mise en place de politiques de redistribution. Enfin, le Consensus du Sud met l'accent sur l'importance de l'intégration régionale pour contrer les méfaits de la mondialisation.

Conclusion : De l'aide internationale à la solidarité citoyenne

Quel bilan peut-on tirer de ces six décennies du projet de développement. Tout d'abord, il ressort que les idées datant du libéralisme philosophique persistent encore aujourd'hui. Pour les tenants de la mondialisation, la modernisation et le progrès restent toujours à l'agenda. Il faut donc y voir une continuité importante. Tant le projet colonial, le développement et aujourd'hui la mondialisation restent prisonniers d'une certaine conception téléologique de l'histoire et du changement social. En même temps, il faut éviter le piège d'un réductionniste simpliste, ces soixante années de développement ont été toutes sauf statiques, des premiers projets de modernisation des années 1950, à l'approche sur les besoins essentiels, les demandes pour un Nouvel ordre international économique, aux programmes d'ajustements structurels ou encore au développement économique axé sur les exportations et la libéralisation économique. Enfin, des investissements importants non seulement économiques et financiers, mais aussi intellectuels auront caractérisé ces six décennies.

Où en sommes-nous aujourd'hui? Comme le souligne Wallerstein, nous sommes aujourd'hui à un carrefour. D'une part, il existe un vaste consensus que nous sommes arrivés à la fin des grandes métathéories et des grandes narrations sur le développement. D'autre part, les discussions les plus contemporaines se structurent autour de deux avenues conceptuelles. Une première choisit d'inscrire le développement à l'intérieur des réflexions macro sur le système monde-capitaliste (Wallerstein[35], Negri et Hardt[36]) ou la

mondialisation (Bahgwati[37] et Wolf[38]). Une seconde approche, telle que présentée plus tôt, fait plutôt le pari de penser qu'un « autre monde est possible ». Ce vaste chantier de réflexion altermondialiste est en pleine effervescence et ne peut se capturer au singulier tant sa diversité et son éclectisme sont importants. Ces deux grandes avenues intellectuelles ont également leur expression institutionnelle. D'un côté, on assiste à la prolifération des écoles et des programmes de gestion du développement. Il s'agit aujourd'hui de former les « sans-frontières » de ce monde : médecins, ingénieurs, gestionnaires, intervenants humanitaires, etc. De l'autre, les altermondialistes se réunissent à travers toute une panoplie de forums sociaux, à différentes échelles, d'un forum social de quartiers, aux forums nationaux ou encore mondiaux. Beaucoup aussi choisissent la praxis directe de l'autogestion, de la vie associative, de l'économie parallèle et de la démocratie directe. D'autres choisissent des formations plus éclatées combinant l'anthropologie, la géographie, l'étude des langues, les « area studies », l'étude des arts, la littérature à la recherche d'approches contextualisées, partielles, marquées par un post-positivisme et un penchant prononcé pour les approches constructivistes. À l'intérieur de ce courant, le rôle des structures cognitives, des idées et des normes ainsi que la place des individus constituent des référents importants.

Comment alors penser l'aide au développement et la coopération internationale? La première idée qui ressort sans doute le plus clairement, c'est la nouvelle humilité qui marque ce champ. Humilité face aux résultats mitigés du projet du développement, mais également parce que l'aide internationale constitue une fraction bien minuscule de l'ensemble des flux financiers internationaux. L'exception à cette humilité reste sans doute les interventions humanitaires et d'urgence ou toute une industrie à la fois matérielle mais aussi disciplinaire se met en place sous les regards attentifs des médias. L'urgence

humanitaire occupe maintenant l'avant-scène médiatique lorsqu'il s'agit d'aborder les enjeux de développement. Ainsi, telle la dialectique mondialisation – altermondialisation, il existe aujourd'hui un courant critique (Pandolfi[39], Mcfalls[40], Corbet) qui remettent en question ces interventions en exposant et révélant les enjeux éthiques et les relations de pouvoir de ces opérations à grand déploiement. Ce retour de l'éthique est salutaire car au-delà de projets et de programmes de développement, il convient de s'interroger sur les normes et les conséquences non-matérielles de cet appareillage sophistiqué de techniques, de mesures et d'équipements importés.

Plus largement, la division Nord-Sud apparait quant à elle de plus en plus désuète. L'émergence de la Chine, de l'Inde et des autres pays du (BRIC), la montée d'une gauche autonomiste et anti-américaine en Amérique du Sud, mais aussi l'élargissement du G-8 au G-20 remettent sérieusement en question cette division du monde. De même, les nouveaux enjeux de sécurité internationale, y compris une préoccupation omniprésente face au terrorisme ont eu comme conséquence, de rendre les enjeux de développement tributaire des considérations de sécurité. Ainsi, alors que l'aide internationale longtemps été conditionnée par les réflexes de la Guerre froide, son autonomie partielle gagnée durant les années 90, s'est vu de nouveau contrainte par des préoccupations de sécurité et de lutte au terrorisme. Au Canada, le programme d'aide fourni à l'Afghanistan constitue un exemple flagrant de cette dérive.

Le pôle contre-hégémonique de cette dérive de l'aide et la coopération reste possiblement l'altermondialisme. Cette mouvance tente de manière plurielle et parfois éclatée de se distancer d'une conception de la coopération internationale qui se voudrait unilatérale ou

encore dominée par un mode de connaissance linéaire ou inspiré par la modernité des Lumières. Ici, l'idée de solidarité internationale semble prendre son sens propre. Associées à cette idée, les notions d'équité, de durabilité, de mutualité et de réciprocité deviennent le propre des pratiques altermondialistes. De plus, loin d'arriver à des approches totalisantes ou des manières paradigmatiques et institutionnelles de vivre cette solidarité, on observe plutôt une large variété de modalité allant des initiatives micro, à l'échelle de quartiers, de communautés à la formation d'alliances transfrontalières. De plus, c'est l'engagement pour une mobilisation collective et citoyenne qui semble dominer cette mouvance qui reste largement antisystémique. Imaginer un « autre monde » passe donc par la déconstruction d'un système d'accumulation privé et non durable. Certains analystes, dont Wallerstein, vont jusqu'à avancer que les limites systémiques du capitalisme et son effondrement sont déjà à l'horizon, d'ici 25 à 50 ans. Plutôt que d'opter pour le difficile art de la prédiction, il apparaît plutôt important ici d'insister sur la métamorphose de la coopération internationale qui s'opère actuellement. Celle-ci s'éloigne progressivement de ses racines liées à la modernité et à l'idée de progrès universel pour ouvrir plutôt un nouvel imaginaire structuré autour de l'idée de solidarités transfrontalières face un destin cosmopolite commun.

---

[1] Les idées présentées dans ce texte ont fait l'objet d'une présentation durant le colloque intitulée « Coopération, partenariat, développement : Efficacité et légitimité de l'aide? » organisé dans le cadre du 78^{e} Congrès de l'Association francophone pour le savoir » tenu à l'Université de Montréal, le 10 mai 2010. Elles émergent également des échanges et des ateliers de discussion tenus dans le cadre du cours « Théories du développement ».

[2] Voir Gilbert Rist, « L'invention du développement » , *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Les Presses de Science po, 2001, p. 116-129 ; Michael Cowen et Robert Shenton, « The Invention of Development» , *Power of development,* Jonathan Crush (dir.), Londres, Routledge, 1995 ; Arturo Escobar, « The Problematization of Poverty : The Tale of Three Worlds and Development » , *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*, Princeton, Princeton University Press, 1995, p. 21-54.

[3] G. Rist, 2001, p. 190-196.

[4] Walt W. Rostow, « Les cinq étapes de la croissance» , *Les étapes de la croissance économique*, Paris, Seuil, 1975, p. 53.

[5] G. Rist, 2001, p. 164-170.

[6] *Id.*

[7] *Ibid*, p. 174-175.

[8] Gilbert Rist, « Le Triomphe du Tiers-Mondisme » , *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Les Presses de Science po, 2001, p. 234-276 ; Suzanne Dansereau, « Les théories du développement : Histoires et trajectoires » , *Introduction au développement international : Approches, Acteurs et Enjeux,* Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2008, p. 39-51.

[9] Voir Gilbert Rist, « Le Triomphe du Tiers-Mondisme » , *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Les Presses de Science po, 2001, p. 234-276 ; Vijay Prashad, « New Delhi » , *Les nations obscures : Une histoire populaire du tiers-monde*, p. 263-280.

[10] Voir Philip McMichael, « International Finance and the Rise of Global Managerialism » , *Development and Social Change : A Global Perspective,* Thousand Oaks, Pine Forge Press,

2000, p. 113-146 ; Jan Nederveen, « Neoliberal Globalisation and the Washington Consensus » , *International Development Governance*, Ahmed Shafiqul Huque et Habib Zafarullah (dir.), New York, Taylor and Francis, 2006, p. 91-104.

[11] Voir Jane L. Parpart et Henry Veltmeyer, « The Development Project in Theory and Practice: A Review of its Shifting Dynamics » , *Revue canadienne d'études du développement*, vol. 5, n°1, 2004, p. 39-59.

[12] Jan Nederveen, « Neoliberal Globalisation and the Washington Consensus » , *International Development Governance,* Ahmed Shafiqul Huque et Habib Zafarullah (dir.), New York, Taylor and Francis, 2006, p. 91-104.

[13] Jean Philippe Thérien, « Beyond North-South Divide : The Two Tales of World Poverty» , *Third World Quaterly*, vol. 20, n°4, 1999, p. 723-742.

[14] G. Rist, 2001, p. 116-129.

[15] Francis Dupuis-Déri, *L'altermondialisme*, Montréal, Boréal, 2009, p. 21-22.

[16] Jean-Louis Laville et Antonio David Cattani (dir.), *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Gallimard, 2006.

[17] James H. Mittelman, *The Globalization Syndrome: Transformation and Resistance*, Princeton, Princeton University Press, 2000.

[18] Louise Amoore, The *Global Resistance Reader*, Londres, Routledge, 2005.

[19] Michael Hardt et Antonio Negri, *Multitude: War and Democracy in the Age of Empire,* New York, The Penguin Press, 2004.

[20] Thomas Risse-Kappen (dir.), *Bringing Transnational Relations Back In: Non-State Actors, Domestic Structures and International Institutions*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

[21] Robert O'Brien, Anne-Marie Goetz, Jan Aart Scholte et Marc Williams, *Contesting Global Governance*. Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 5.

[22] Voir Chaire de Recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie, *Le mouvement altermondialiste dans les relations transnationales : Fruit de l'érosion du pouvoir de l'État à l'ère de la mondialisation ?*, Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2005, p. 9 ; David Held, *Democracy and the Global Order*, Cambridge, Polity, 1995 ; Mary Kaldor, *Global Civil Society : An Answer to War*. Cambridge, Polity, 2003 ; Daniele Archibugi, « Cosmopolitan Democracy and its Critics: A Review » , *European Journal of International Relations*, vol. 10, p. 437-473.

[23] James N. Rosenau,, *Distant Proximities: Dynamics Beyond Globalization*, Princeton, Princeton University Press, 2003.

[24] David Graeber, *Pour une anthropologie anarchiste*, Montréal, Lux Éditeur, 2006.

[25] Angus Cameron et Ronen Palan, *The Imagined Economies of Globalization*, Londres, Sage, 2004.

[26] Boaventura De Sousas Santos, « The WSF : Toward a Counter-Hegemonic Globalization, Part I &II » , in Jay Sen, Anita Anand, Arturo Escobar et Peter Waterman

(dir.), *The World Social Forum, Challenging Empires,* New Delhi, The Viveka Foundation, 2004, p. 235-245, p. 336-343.

[27] Arturo Escobar, « Other Worlds are (Already) Possible : Self-organisation, Complexity, and Post-capitalist Cultures » , in Jay Sen, Anita Anand, Arturo Escobar et Peter Waterman (dir.), *The World Social Forum, Challenging Empires,* New Delhi, The Viveka Foundation, 2004, p. 349-358.

[28] Blaise Lempen, *La démocratie sans frontières : essai sur les mouvements anti-mondialisation*, Lausanne, L'âge D'Homme, 2003, p. 67-82.

[29] *Ibid*, p. 83-96.

[30] Chico Whitaker, *Changer le monde : (nouveau) mode d'emploi*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2006.

[31] Peter Waterman, « The Global Justice and Solidarity Movement And The World Social Forum : A Backgrounder » , in Jay Sen, Anita Anand, Arturo Escobar et Peter Waterman (dir.), *The World Social Forum, Challenging Empires,* New Delhi, The Viveka Foundation, 2004, p. 55-66.

[32] Walden Bello, *Deglobalization : ideas for a new world economy*, Londres, Zed, 2004.

[33] Francis Dupuis-Déri, *L'altermondialisme*, Montréal, Boréal, 2009, p. 59-60.

[34] Joshua Cooper Ramo, *The Beijing Consensus*, Londres, The Foreign Policy Center, 2004.

[35] Immanuel Wallerstein, « *After Developmentalism and Globalization, What ? »* , *Social Forces,* vol. 85, n°3, p. 1263-1278.

[36] M. Hardt et A. Negri, 2004.

[37] Jagdish Bhagwati, *In defense of globalization*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

[38] Martin Wolf, *Why Globalization works*, New Haven et Londres, Yale University Press, 2004.

[39] Mariella Pandolfi et Didier Fassin, *Contemporary states of emergency : the politics of military and humanitarian interventions*, Cambridge, MIT Press, 2010.

[40] Laurence McFalls, *Doit-on intervenir*, in. Guillermo Aureano, Philippe Faucher, Frédéric Mérand et Marie-Joëlle Zahar (dir.), *La Politique internationale en Questions*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2009, p. 214-223.